

# LE TEMPS

---

reportage Samedi 22 juin 2013

## Dans le huis clos de Guantanamo

Par Stéphane Bussard envoyé spécial à GUANTANAMO

**Cette semaine, «Le Temps» était sur la base américaine de Guantanamo . Au centre de détention se tenait la cinquième session d'audiences de cinq terroristes présumés accusés d'avoir participé à l'organisation des attentats du 11 septembre**

Sur le tarmac qui brûle sous la chaleur des Caraïbes, entre le bord de mer et des collines semi-arides, aucun avion n'est stationné. L'endroit paraît irréel, isolé du monde. Un vol hebdomadaire en provenance des bases de l'Air Force d'Andrew dans le Maryland, de Norfolk en Virginie ou de Jacksonville en Floride dessert cette destination hautement symbolique.

A l'arrivée sur la base navale américaine de Guantanamo, les impressions se mélangent. Quittée un jour plus tôt, New York exhibe désormais fièrement One World Trade Center, la plus grande tour qui, comme le phénix, a ressuscité des cendres de Ground Zero après les attentats du 11 septembre 2001.

Au terminal de l'aéroport de Guantanamo, un panneau est explicite: «Honor bound to defend freedom». De jeunes femmes souriantes en treillis affectées aux relations publiques de l'armée accueillent journalistes et ONG. Elles ont pour tâche d'encadrer les visiteurs venus assister à la cinquième session d'audiences des cinq terroristes présumés accusés d'avoir participé à l'organisation des attentats du 11 septembre 2001. Mais aussi leur séjour sur la base navale américaine qui abrite le très controversé centre de détention de Guantanamo, où croupissent encore 166 détenus.

### Une prison à nouveau au cœur de l'actualité

Aux Etats-Unis, la prison de Guantanamo, ouverte en 2002, est ce que les Américains appellent une «third rail issue», une question politiquement chargée et très délicate. Le président Barack Obama en fait lui-même l'expérience. Il avait promis en 2009 de fermer le centre de détention en un an. En vain.

En février 2013, pour protester contre leur statut juridique kafkaïen, plusieurs détenus ont entamé une grève de la faim. Selon le lieutenant-colonel Todd Breausseale, porte-parole du Département de la défense, ils sont 104 à refuser de manger; 44 sont alimentés de force.

Les cinq accusés ont comparu du lundi 17 au vendredi 21 juin pour la première fois depuis février. A quelques pas du Centre des médias qui trône comme une tour de contrôle sur un aéroport désaffecté, une pancarte indique: Office of Military Commission, Expeditionary Legal Complex. L'endroit est ultra-sécurisé. Des lampadaires sont alimentés à l'énergie solaire, des caméras surveillent le moindre mouvement suspect. Des bâches noires et des barbelés barricadent un espace occupé par une salle de tribunal ultramoderne. Des cellules sont aménagées pour les accusés et leurs avocats. L'accès au tribunal n'est possible que sous escorte militaire.

Peu avant 9 heures du matin, les cinq accusés arrivent les uns après les autres, bien encadrés. Khaled Cheikh Mohammed (KSM), le cerveau autoproclamé des attentats de New York et Washington, est le premier, suivi de

Ramzi ben al-Chaïba, qui fréquentait la cellule terroriste de Hambourg avec le terroriste Mohammed Atta. Puis le Saoudien Wallid ben Attach, accusé d'avoir apporté un soutien logistique aux pirates de l'air, et son compatriote Moustapha al-Houssaoui ainsi que le Pakistanais Ali Abd al-Aziz Ali. Ces deux derniers auraient été chargés d'assurer le financement de l'opération du 11-Septembre.

D'un point de vue vestimentaire, rares sont les tribunaux offrant une telle diversité. Trois accusés portent une veste de camouflage et les cinq sont couverts d'une coiffe afghane. KSM apparaît amaigri, la barbe teinte au henné. A leurs côtés, des chaînes jonchent le sol au besoin. L'avocate de la défense Cheryl Bormann joue sur deux tableaux. Quand son client Ben Attach est absent, elle est vêtue d'une robe rose et de hauts talons. Quand il est là, elle porte une abaya noire pour satisfaire la requête de l'accusé.

Dans ce choc des cultures, les cinq accusés restent dans la salle lors de la pause de midi et y déroulent leur tapis. Leurs prières rappellent l'appel du muezzin. Le juge James Pohl, dans sa robe noire, a l'humour caustique qui déride parfois un public sous tension. Il demande si les accusés ont compris qu'ils avaient le droit de participer à toutes les audiences de la semaine. Il met aussi en garde: «Leur absence peut influencer négativement sur leur défense.» Dans la galerie réservée au public, séparée de la salle par une vitre insonorisée, le son parvient aux journalistes, aux ONG et membres des familles des victimes avec 40 secondes de décalage. Elles permettent au juge de couper le son si des informations classifiées devaient surgir dans les discussions. A gauche, la défense et à droite, l'accusation. Leurs représentants, hommes et femmes, sont tirés à quatre épingles, en civil ou en uniformes bardés de médailles.

### **L'émotion des familles**

Parmi les familles des 2976 victimes qui ont été invitées à Guantanamo selon un système de loterie, Laura Key est submergée par l'émotion. Elle tient une photo encadrée de son mari et de sa fille prise le 9 septembre 2001 dans la cuisine familiale. Son époux était dans l'avion d'American Airlines, à destination de Los Angeles, qui fut projeté par les pirates de l'air dans l'une des deux Twin Towers. «Je veux voir le diable dans les yeux. Je veux montrer que je suis bien ici et qu'il ne va pas me faire fuir. Mais ma colère n'a pas disparu.»

Au sortir de la salle du tribunal, Glenn Richard se confie. Il a perdu son père dans l'effondrement du World Trade Center. Il travaillait pour les pompiers de New York. Il a pu être identifié grâce au numéro de série de la hanche en titane qu'il portait. Il s'irrite à chaque fois qu'il voit sur une voiture un autocollant disant «Nous n'oublions jamais». Il aimerait faire une fois pour toutes le deuil de la tragédie. Malgré la douleur, persistante, Glenn Richard tient un discours d'une franchise désarmante: «Bien sûr que j'ai un désir de revanche. C'est précisément la raison pour laquelle on a besoin d'un Etat de droit. Pour se protéger de ses instincts. Ici à Guantanamo, je suis frustré par la lenteur de la procédure. En contestant beaucoup de choses, les avocats de la défense contribueront néanmoins à rendre plus légitime le verdict du tribunal militaire, même si je pense que les cours civiles fonctionnent très bien.» Glenn Richard a disséqué l'attitude des cinq terroristes présumés. Un réflexe irréprensible. «Le premier, Moustapha al-Houssaoui, est très tranquille, presque isolé des autres. Le second, Ali Abd al-Aziz Ali, parle plusieurs langues. Il est très bavard. Le troisième, Ramzi ben al-Chaïba, est toujours plongé dans un livre. Le quatrième, Wallid ben Attach, est étonnamment recroquevillé sur lui-même. Quant à Khaled Cheikh Mohammed, il veut montrer que c'est lui le patron.»

### **Les audiences du tribunal militaire**

Dans la vaste salle du tribunal où fourmille une cinquantaine de personnes, les avocats de la défense font feu de tout bois. Ils dénoncent les barrières que la Joint Task Force Gitmo, forte de 1950 personnes, civils compris, leur dresse pour les empêcher d'avoir une relation normale avec leur client. Ils jugent biaisée la Convening Authority, l'autorité chargée de gérer la logistique de Guantanamo et les commissions militaires. Quoi qu'on en

pense, les avocats de la défense sont loin de faire de la figuration. L'avocat Jim Harrington interroge l'amiral Bruce MacDonald qui fut le patron de la Convening Authority jusqu'en 2012: «Vous êtes intervenu dans l'une des crises les plus sérieuses dans l'Histoire des Etats-Unis sans la moindre expérience dans les cas de peine de mort?» L'avocat civil David Nevin, qui représente KSM, est déjà venu une cinquantaine de fois à Guantanamo. Il fustige les conseillers juridiques de l'amiral qui n'ont pas mentionné dans leur avis de droit censé le guider pour créer ou non un tribunal militaire, que son client a été soumis à 183 simulations de noyade. «C'est pourtant potentiellement une circonstance atténuante. Ne lisent-ils pas la loi?» se demande David Nevin.

Cheryl Bormann dénonce l'absurde de certaines situations. Elle relève qu'il lui a été longtemps impossible de transmettre à un garde le souhait de Wallid ben Attach d'avoir un sandwich au poulet. La raison? C'est une information classifiée. Cette manie de tout traiter sous le sceau du secret a souvent contraint les responsables de la Joint Task Force Gitmo d'en référer jusqu'à la CIA, a admis mercredi l'amiral Bruce MacDonald. James Connell relève toutefois que la clause de classification préventive, par laquelle tout était secret de 2008 à 2012, a pu être atténuée. «Jusqu'en février de l'an dernier, précise l'avocat en chef de la défense, je ne pouvais pas télécharger des articles de journaux ou d'ONG qui parlaient du statut des détenus.»

La confidentialité de la relation avocat-accusé n'a pas non plus été garantie. Les courriels, lettres entre les deux ont souvent été passés au crible du Pentagone, créant le sentiment que l'accusation est privilégiée par rapport à la défense. L'avocat de Moustapha al-Houssaoui, Walter Ruiz, a roulé sa bosse dans des cours civiles et martiales. Il est très critique: «La commission militaire est totalement inefficace quand il s'agit de protéger le droit des accusés. Plus nous nous battons, plus j'ai l'impression de légitimer le système de commission militaire.» Walter Ruiz n'a néanmoins pas de problème de conscience à défendre al-Houssaoui. Il le décrit comme une personne douce et respectueuse.

Assis au milieu d'un cercle de journalistes, le procureur en chef Mark Martins a lui aussi le contact facile. Il avoue soutenir fermement les cours civiles. Mais il nuance: «Les critiques des commissions militaires avancent que les cours civiles ont condamné 494 individus pour terrorisme (depuis les attaques du World Trade Center) et que les commissions militaires sont inefficaces. C'est un constat très trompeur. Après un examen minutieux, il apparaît que seules 13 des 494 condamnations concernaient des citoyens étrangers associés à Al-Qaida ou à ses affiliés. [...]. Depuis 2006, les commissions militaires ont condamné sept individus, six de moins que les cours civiles», mais sur une période beaucoup plus courte.

Gitmo restera-t-elle ouverte encore longtemps? La réponse, très large, de Mark Martins est révélatrice du mur sur lequel bute la volonté du président Obama de fermer la prison: «Jusqu'à la fin des hostilités.»

Quant à un procès, ils sont peu à croire qu'il se tiendra avant trois, voire cinq ans.

### **La situation des camps de détention**

A quelques kilomètres du tribunal militaire, les camps 5 et 6 jouxtent la mer. Construits en brique selon un modèle architectural copié de centres de détention ultra-sécurisés de l'Indiana et du Michigan, ils sont équipés d'air climatisé. Une flèche indique la direction de La Mecque. Les détenus de chaque bloc élisent eux-mêmes un leader de la prière. Ils ont deux heures récréatives par jour. Sont dispensés des cours de peintures et sculpture, d'anglais, de dactylographie et de life skills pour apprendre à gérer son temps. Les prisonniers ont accès à une bibliothèque, à des DVD. Dans la salle des médias, ils peuvent regarder la télévision.

«L'idée, explique le capitaine de la Navy Robert Durand, c'est de les habituer à suivre des règles.» Car ce n'est pas toujours le cas. Il arrive que des détenus jettent des «cocktails» au visage des gardes composés d'urine, d'excréments, de sperme. Pour se protéger, des masques et des gants sont requis. «Nous demandons au

personnel traitant avec eux d'être neutre. Les détenus ont vite fait de cerner la personnalité des gardes, médecins et infirmières et de tenter de l'exploiter. C'est pourquoi ces derniers portent des numéros ou des noms de code», poursuit Robert Durand. Les cellules individuelles mesurent 2,4 mètres de large et 3 mètres de long. C'est au camp 7 que résident les détenus de «grande valeur», dont les cinq accusés liés au 11-Septembre. Mais personne, hormis de hauts responsables du Pentagone, ne sait où il se trouve.

Camp Echo 2 sert aux visites médicales. Camp Iguana est à part. Surplombant la mer d'une falaise, il est réservé aux Ouïgours. Blanchis, leur sort est l'objet d'âpres négociations avec différents pays. Camp Delta est désormais désaffecté. A l'intérieur des terres, l'emblématique Camp X-Ray, surplombé au loin par un mirador du régime castriste, n'est plus utilisé. Construit dans les années 1980, il fut beaucoup utilisé durant la crise haïtienne de 1994-1996, avant de servir de janvier à avril 2002 de centre de détention des terroristes présumés en provenance d'Afghanistan.

Aujourd'hui, des urubus, ou vautours «aura», planent sur l'endroit, envahi par la végétation. Sur le sol, une carcasse de cerf dégage une odeur pestilentielle. Aux cris des détenus, qui furent jusqu'à 300 dans des cages exposés aux intempéries, a succédé le chant des cigales. Amy McLaughin, 39 ans, a déjà 17 ans de service au sein de l'armée. Elle pointe du doigt une cage isolée, à côté du centre où les détenus subissaient d'emblée des tests médicaux pour voir s'ils avaient la tuberculose: «C'est ici qu'un détenu malade nécessitant des soins particuliers était maintenu.» Apparemment, l'un des prisonniers y fut confiné car il se masturbait de façon compulsive. Camp X-Ray est aujourd'hui délaissé, mais ne peut être démoli. Il peut servir de preuve en cas de futurs procès. D'ailleurs, JTF Gitmo n'a pas totalement abandonné les lieux. Sur le coup de 8 heures du matin, un haut-parleur improbable crache l'hymne national comme chaque matin dans tous les camps de la base. Mais en un lieu où fut sans doute pratiquée la torture, sa diffusion apparaît comme un acte de fierté mal placée.

### **Une vie sociale animée**

Guantanamo est aussi et en premier lieu une base navale. En direction de Camp X-Ray, de vastes lotissements où vivent des officiers de la Navy et leurs familles trônent au milieu de la végétation aride. Amy McLaughin le souligne: il y a des écoles primaires, secondaire et un lycée. «C'est le rêve pour élever des enfants. Il n'y a pas de drogue ici.» La base abrite aussi un Subway, un McDonald's, un golf, un terrain de sport et un supermarché. Le Kelly's se vante d'être le seul pub irlandais sur sol communiste. Il accueille de nombreux militaires le mercredi soir pour le karaoké. Les travailleurs non américains sont avant tout Jamaïcains et Philippins. Deux Cubains avancés en âge auraient été autorisés par Fidel Castro à rester sur la base qui s'étend sur 120 kilomètres carrés. Celle-ci reste un territoire cubain, mais les Etats-Unis paient un bail de 4085 dollars par mois. Un loyer que le régime castriste n'a encaissé qu'une seule fois, par erreur, en 1959. Fidel Castro le déclare dans ses Réflexions: le bail en question équivaut à une «occupation illégale» d'une terre cubaine.

**LE TEMPS © 2013 Le Temps SA**